15 octobre 2008 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et José Manuel Durao Barroso, Président de la Commission européenne, notamment sur l'Union européenne face à la crise financière internationale et sur le paquet énergie-climat, à Bruxelles le 15 octobre 2008.

Mesdames et Messieurs,
Le Président BARROSO et moi-même voudrions rendre compte, en tout cas à titre provisoire, puisque les conclusions seront adoptées demain, mais par souci que vous puissiez faire votre travail le mieux possible. Vous pourrez faire, en quelque sorte, un point d'étape.
Nous avons d'abord parlé du Traité de Lisbonne. Nous avons entendu l'exposé du Premier ministre, Brian COWEN, et le Conseil est convenu de revenir sur cette question lors de sa réunion de décembre, en vue de définir, en décembre, les éléments d'une solution et d'une voie commune à suivre. J'aurai l'occasion, à la fois sur le plan juridique et sur le plan politique, de faire des propositions et, sans doute, devrai-je retourner moi-même en Irlande.
S'agissant de la crise financière et de ses conséquences économiques, nous nous orientons je le dis avec prudence sous le contrôle du Président BARROSO -demain on relira le relevé de décisions-, vers les résultats suivants : d'abord, je crois pouvoir dire que l'Europe tout entière, sans exception, approuve les mesures du plan d'action concerté et adopté dimanche dernier à Paris. Face à une crise d'une ampleur sans précédent, les 27 pays d'Europe ont maintenant une réponse unie, une réponse massive avec une doctrine d'emploi claire. Ce sont d'ailleurs ces principes, définis par les Etats membres de la zone euro, le Royaume Uni, le Danemark, la Suède et d'autres encore, qui inspirent maintenant les mesures prises dans d'autres pays du monde, je pense notamment aux Etats-Unis.
Deuxième résultat : la Commission -et je veux rendre hommage à son travail, une nouvelle fois-, a décidé aujourd'hui, après accord du Parlement £ je veux d'ailleurs dire, comme je l'ai dit au Président PÖTTERING, combien il était important que le Parlement décide avec une grande rapidité. Rendons hommage à la rapidité de décision du Parlement européen, c'est exceptionnel. En 24 heures, ils ont décidé d'approuver ce qui suit £ le Conseil également l'a approuvé : la modification des normes comptables applicables aux banques pour que le principe de valorisation au prix de marché ne s'applique plus à leurs actifs de façon aveugle, j'ajoute de façon parfois absurde. C'était l'une des décisions du sommet de Paris de dimanche dernier, eh bien, elle est mise en oeuvre aujourd'hui avec l'accord de tous et sera donc applicable dès les résultats du troisième trimestre 2008. Même si cela peut paraître technique, j'attire votre attention sur le fait que les Etats membres, le Parlement, la Commission, tous ensemble, on s'y est mis et cela sera applicable dès les résultats du troisième trimestre 2008. C'est une rapidité de décision qu'on a assez rarement vu en la matière. Je dois dire que le Président BARROSO a joué un rôle décisif.
Troisième résultat, le Conseil a bien voulu adopter la création de la cellule de gestion de crise que

les Etats de la zone euro ont appelé de leurs voeux il y a quelques jours. Ce sera donc un dispositif opérationnel léger qui n'a bien sûr pas vocation à se substituer aux institutions existantes, mais cette petite cellule favorisera l'échange d'informations entre les États, fournira un conseil en cas de besoin, coordonnera les actions entre nous. Nous finaliserons demain le détail du dispositif qui sera mis en place dans les tout prochains jours.
Quatrième résultat : un grand nombre de chefs d'État et de gouvernement ont insisté sur la nécessité de renforcer la supervision du secteur financier européen, notamment pour les groupes transnationaux. Nous avons donc constaté le besoin d'une coordination considérablement renforcée entre les superviseurs nationaux. Certains Etats nous ont même demandé, à Monsieur BARROSO comme à moi-même, d'être plus ambitieux. C'est quand même que les idées progressent et que chacun voit bien la nécessité de faire ça.
Cinquièmement, nous sommes unanimes pour dire qu'il faut aller plus loin que les mesures d'urgence, et unanimes donc, en Europe, à demander la refondation du système financier mondial. Que les choses soient claires : l'Europe ne laissera pas cette crise sans conséquences. C'est très clair, on a connu la crise des pays émergents, on a connu la crise de la bulle internet, on a maintenant cette crise massive. Nous sommes décidés à ce que des conséquences en soient tirées sur le système financier, sur le système monétaire, sur la refondation du capitalisme. Et cela maintenant, je crois pouvoir dire sous contrôle du Président BARROSO que c'est unanime. Nous ne voulons pas que, demain, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et nous sommes unanimes pour dire que cette refondation doit être globale. Cela veut dire : aucune institution financière ne doit échapper à une régulation ou à une surveillance, la transparence pour tous les acteurs financiers, sans aucune exception, un système de rémunération qui doit être revu de fond en comble pour ne pas favoriser la prise de risques aveugles et des dirigeants et des administrateurs qui doivent être tenus responsables de leurs décisions. Et vraiment, j'ai été heureux de voir cette unanimité.
J'ajoute que tout le monde est d'accord sur la nécessité de la tenue, à bref délai, d'un sommet mondial sur ce sujet et sans doute sur d'autres. Avec le Président BARROSO, nous porterons ce message aux Etats-Unis, samedi, en répondant à l'invitation, à Camp David, du Président BUSH. Nous porterons et nous défendrons les idées de l'Europe. Nous porterons le message de l'Europe, et l'Europe ne veut plus que les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'Europe n'acceptera pas que ceux qui, partout dans le monde, nous ont conduits où on en est, soient ceux qui s'arrangent avec la crise et recommencent le petit traintrain. Les choses, je crois, sont parfaitement claires de ce point de vue et nous représenterons tous les deux l'Europe pour préparer un sommet international pour un nouveau Bretton Woods. Comprenez bien qu'on est là dans la refondation et nous voulons que ce sommet ait lieu avant la fin de l'année. Et nous pensons que le mieux, c'est novembre.
Enfin nous sommes tous d'accord pour dire qu'à la crise financière, dont nous ne sommes pas encore sortis et dont il faut sortir, la crise économique -là, je veux le dire à titre personnel- même si on a commencé à poser les jalons, on peut sortir de la crise financière par l'unité, mais il faudra appliquer les mêmes règles pour la crise économique. Là-aussi, l'Europe ne peut pas dire au monde : « ne reprenez pas les mauvaises habitudes d'avant la crise ». Moi, je dis à l'Europe : ne reprenons pas non plus les mauvaises habitudes, c'est-à-dire de ne pas parler des sujets, de ne pas se coordonner, de se diviser et donc, on est parfaitement conscients qu'on a aussi un sujet économique et avec l'aide de la Commission, on va y travailler. Puis, au dîner, on a longuement parlé de la sécurité énergétique et du paquet énergie-climat. J'ai soutenu de toutes mes forces, parce que je crois que c'est absolument indispensable, le paquet énergie-climat de la Commission. J'ai fait valoir qu'on ne pouvait pas revenir sur l'objectif du « 3 fois 20 ». Ce n'est pas quelque chose qu'on peut accepter. Par ailleurs, le calendrier, cela compte et il faut trouver une solution avant janvier. Nous serons mandatés, le Président BARROSO et moi-même, pour trouver cette solution. Je suis persuadé qu'on arrivera à trouver et on a une discussion très approfondie. Il faut que l'on tienne compte des problèmes spécifiques d'un certain nombre de nos collègues, mais la question environnementale est une question absolument essentielle, c'est une responsabilité historique. Je suis de ceux qui pensent que la crise ne doit pas diminuer nos

une responsabilité historique. Je suis de ceux qui pensent que la crise ne doit pas diminuer nos ambitions, mais qu'au contraire, il faut sortir du dilemme croissance ou protection de l'environnement. On va démontrer que la croissance propre, c'est une possibilité de rebond de la croissance.
Je ne vous cache pas qu'il y a eu des discussions, des prises de position mais on va trouver des solutions. Je pense qu'il y a des points de flexibilité mais ma conviction, c'est qu'il n'est pas plus difficile de trouver un accord ambitieux qu'un tout petit accord. Je veux dire que les compromis pour un petit accord risquent de ne satisfaire personne. On va s'attacher à trouver un compromis pour un grand accord.
M. BARROSO - Très brièvement, quelques points que je voudrais souligner, bien sûr, en appuyant toutes les remarques faites par le Président SARKOZY, en tant que Président du Conseil européen. Sur la question économique, quatre points, à mon avis, essentiels. Premier point : confirmation à l'unanimité par les 27 Etats membres de la ligne qui a été définie lors du sommet de l'Eurogroupe. C'est très important, l'Europe est unique, elle a un plan, elle a une doctrine. Elle a un plan qui tient compte de la diversité des situations nationales mais qui engagent les Etats membres à prendre ces mesures dans le cadre de certains principes qui sont définis ensemble. Cela, à mon avis, était déjà très important. Ensuite un accord, je peux vous le dire aussi, unanime pour travailler ensemble, pour revoir tout ce qui se passe en Europe en termes de régulation et de supervision. Il y a maintenant un consensus entre nos Etats membres que l'on peut faire bien plus dans ce domaine. Nous avons donné des exemples de quelques initiatives qui ont été prises par la Commission, que ce soit la révision des conditions de « capital requirement », des conditions de ressources propres des banques, que ce soit la directive qu'on a approuvée aujourd'hui, la proposition à la Commission en matière de garantie des dépôts, que ce soit le changement des normes comptables qu'on a aussi adopté aujourd'hui après une procédure lancée par la Commission avec la participation, bien sûr, du Parlement européen et du Conseil, que ce soit aussi une proposition que nous préparons déjà depuis un certain temps concernant la réglementation des agences de notation, que ce soit aussi notre engagement à revoir quelques principes en matière de rémunération des exécutifs dans ce type d'institution. Voilà quelques aspects concrets, en plus d'une réflexion plus à moyen terme sur la supervision supranationale ou transfrontalière entre nos pays en matière financière.
Troisièmement, je crois que c'est le point le plus novateur dans ce Conseil européen par rapport à d'autres : nous sommes d'accord pour aller de l'avant en matière d'initiative globale. Les marchés financiers sont aujourd'hui des marchés intégrés, des marchés globaux donc l'Europe est indispensable pour une réponse globale mais la seule réponse européenne ne suffit pas. C'est pourquoi il y a eu un appui unanime à la proposition que le Président SARKOZY avait déjà faite à l'Assemblée générale des Nations Unies pour un sommet global sur cette matière. Le Président SARKOZY et moi-même allons rencontrer le Président américain ce week-end pour travailler avec les Américains. C'est essentiel, j'insiste que l'Europe et les Etats-Unis puissent travailler main dans la main pour un nouveau système financier international et pour engager aussi d'autres économies émergentes. De l'analyse que nous a présentée aujourd'hui le Président de la Banque centrale européenne, c'est évident que cette crise aura aussi des effets, pas simplement aux Etats-Unis, en Europe, mais aussi dans les grandes économies émergentes. On commence à voir certains de ces effets.
A mon avis, c'était les principales conclusions en matière financière. Mais il y avait une conclusion en matière d'économie réelle, si je peux utiliser cette distinction, c'est-à-dire qu'on va travailler ensemble pour relancer l'économie européenne parce que cette crise financière commence déjà à avoir des effets sur l'économie des ménages, des entreprises. Il nous faut trouver des façons de relancer cette économie européenne, notamment voir quels sont les principaux défis en matière de menace sur l'emploi. Nous avons discuté de quelques aspects et nous viendrons avec quelques propositions concrètes.
Sur le changement climatique, je vous dis ma conviction qu'on va trouver une solution pendant la Présidence française. Soyons clairs et totalement francs : c'est difficile maintenant car dans une situation de crise économique et financière, naturellement, il y a beaucoup de pressions sur les

différents gouvernements pour devenir plus prudents. Il y a eu un débat très ouvert, très franc où chacun a présenté ses difficultés mais je crois pouvoir vous dire qu'il y a eu un grand consensus autour des objectifs du paquet présenté par la Commission européenne, c'est-à-dire 20 % de limitation des gaz à effet de serre, 20 % pour les énergies renouvelables, 20 % pour l'efficacité énergétique et tout cela pour 2020. Bien sûr, à l'intérieur de ces objectifs, que certains ont appelés les lignes rouges, on pourra discuter de quelques mécanismes de flexibilité. Il y a maintenant un mandat pour que la Présidence du Conseil et la Commission européenne puissent travailler avec les différents Etats membres pour essayer de trouver des solutions spécifiques pour leurs problèmes spécifiques mais avec un engagement. Car j'ai eu l'occasion de le dire, c'est un choix fondamental, celui que vont faire tous les chefs d'Etat et de gouvernement, un choix entre le court terme et l'éthique de la responsabilité. Nous avons une responsabilité qui va bien au-delà de ce moment. Nous avons une responsabilité devant l'avenir de notre planète et devant les générations futures. Je crois que le Conseil européen a très bien commencé. J'espère que, demain, ces lignes d'orientation seront confirmées à l'unanimité.
QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué les nombreux points d'accord entre les 27 chefs d'Etat et de gouvernement. Il y en a un où vous n'avez pas prononcé d'unanimité, c'est celui du superviseur européen. Manifestement, il y a eu des réticences concernant la création d'un superviseur européen. Est-ce que vous pourriez nous en dire plus ? Deuxième question sur l'environnement, est-ce que vous n'avez pas l'impression que finalement, la crise financière risque d'avoir un effet désastreux sur le réchauffement climatique ?
LE PRESIDENT - Sur le superviseur européen, j'avais vu qu'avant le Conseil, il y avait des positions différentes mais je trouve qu'au Conseil, se sont exprimés surtout ceux qui trouvaient qu'on manquait d'ambition et qu'il fallait mettre au point au minimum une coordination des superviseurs européens. On va essayer, cette nuit, dans la rédaction des textes de trouver la bonne formule. Mais la volonté est qu'aucune institution ne soit sans superviseur, que toutes les institutions soient obligées à la transparence et qu'il y ait au minimum une coordination des superviseurs nationaux, je pense pouvoir dire qu'il y a eu une unanimité, en tout cas tel que je l'ai compris. Il pouvait avoir une crainte des pays plus petits mais chacun, me semble-t-il, a bien compris les enjeux. La crise peut être un révélateur pour ceux qui étaient les moins dynamiques en matière de préoccupation environnementale. Je pense que cela peut renforcer leur prévention ou leur tiédeur. Je veux dire qu'il n'y aurait pas eu la crise : on aurait quand même eu des problèmes. Puisque vous tous qui suivez ces questions avec passion et avec soin, vous avez dit bien avant la crise systémique que nous connaissons qu'il y aurait des difficultés. Donc, ne nous abritons pas derrière la crise. Le réchauffement climatique, qu'il y ait la crise financière ou pas, il est là. L'ambition et l'audace de la Commission européenne sur le paquet étaient la même avant la crise.
Je ne renonce pas à l'objectif et au calendrier. D'ailleurs, j'ai été tr??s frappé de voir que parmi ceux -il faut les comprendre, puisqu'il y a des pays qui viennent de plus loin-, qui ont plus grand chemin à faire, aucun n'a dit qu'il fallait renoncer aux objectifs et, quant au calendrier, j'ai dit que je n'accepterai pas qu'on y renonce.
Par conséquent, on a trouvé un accord : on a deux mois et demi pour trouver une solution. Permettez-moi de vous dire : un temps court aide à trouver un bon compromis. C'est l'argument que j'ai fait valoir. Si on n'est pas capable en deux mois et demi de trouver un bon compromis ! On ne va pas faire comme avant, c'est-à-dire qu'on remet à la prochaine Présidence, qui remet à la prochaine Présidence, qui elle-même remet à la prochaine Présidence. On va traiter maintenant. Chacun prendra ses responsabilités en décembre. En tout cas, nous, tous les deux, on aura mis le paquet pour faire adopter ce paquet-là.
Il y a des marges de souplesse parce que je suis convaincu de la nécessité d'une grande ambition environnementale pour l'Europe. De quoi s'agit-il ? Est-ce que l'Europe est capable de peser dans le monde sur un enjeu aussi essentiel ? Oui ou non ? Si l'Europe veut peser, l'Europe doit être exemplaire. Si la première décision de l'Europe, du fait de la crise, c'est de revoir à la baisse ses ambitions et son calendrier, l'Europe ne pèsera pas. Si certains veulent que l'Europe ne pèse pas,

qu'ils le disent. En tout cas, ce n'est pas la politique de la Présidence française. Ce n'est pas la politique de la Présidence de la Commission. Par conséquent, le choix sera très clair. Mais cela ne sera pas le choix de la souplesse sur le paquet de la Commission. Ce sera le choix : veut-on une Europe qui compte ou veut-on une Europe qui ne compte pas ? J'estime que cela fait suffisamment d'années qu'on a expérimenté l'Europe qui ne compte pas pour qu'on expérimente l'Europe qui compte. Cela demande des efforts. On va s'y mettre avec le Président de la Commission. On va trouver des souplesses. Dans le communiqué, on dira qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de situations particulières, peut-être qu'on en a pas suffisamment tenu compte. Mais sur l'objectif global, on est vraiment d'accord, on veut faire cela.
QUESTION - La semaine prochaine, il y aura une réunion à Paris sur les paradis fiscaux. En matière de transparence et de contrôle, que peut-on attendre de cette réunion ? Et la deuxième chose : que va-t-il se passer avec la Russie ? Est-ce qu'il va y avoir des négociations pour un partenariat stratégique à la lumière de ce qui s'est passé aujourd'hui à Genève où les négociations n'ont pas été très positives ? Il n'y a pas eu de négociations, cela a été reporté.
LE PRESIDENT - Pour répondre sur les paradis fiscaux, cela fera partie du paquet de discussions samedi soir à Washington et puis dans le sommet. Par exemple, est-ce que l'on pourrait accepter que des banques dont on garantit les emprunts, à qui l'on met à disposition des fonds propres, continuent à travailler avec des paradis fiscaux ? C'est une question qui se pose. Ce n'est pas la peine et c'est très clair, cela peut faire partie aussi des règles comportementales. Cela suffit maintenant. On est passés dans un nouveau monde, on est en 2008. Il est temps de se rendre compte que l'on est au XXIème siècle. C'est une des propositions.
Ce n'est pas à moi de décider, c'est au Président BARROSO mais c'est un sujet que l'on mettra clairement sur la table. Clairement. Et tout de suite. Cela fait partie du sur la Russie. On n'en a pas parlé. Je l'ai évoqué juste à la fin du dîner, je vais vous redire ma conviction qu'en matière de sécurité énergétique et de paquet énergie-climat, il me semble plus intéressant et plus intelligent que l'on discute avec notre voisin russe de façon positive, transparente, responsable. Je pense à un certain nombre de sujets : le sujet de la Lituanie, par exemple, qui, dans son traité d'adhésion, je le rappelle, s'est engagée à fermer sa centrale nucléaire. Cela fait partie des sujets que je souhaiterais mettre à l'ordre du jour du Union européenne-Russie avec le Président BARROSO. Comme, par exemple, l'approvisionnement en énergie de la Lituanie. Mais comment peut-on mettre ce sujet à l'ordre du jour si on ne discute pas ? Donc, on va discuter et je suis pour cette discussion et ce dialogue franc et, en même temps, amical.
Vous me dites que les discussions à Genève ont commencé douloureusement. Franchement, c'est le contraire qui eût été très étonnant. C'est très étonnant. Je vous rappelle que la crise géorgienne a commencé le 8 août, que nous sommes le 15 octobre. On est deux mois après. Je veux bien que tout ne soit pas parfait, c'est sûr, mais, enfin, si l'on n'avait pas fait cela, où est-ce que l'on en serait ? Et est-ce qu'on a vu qu'un cessez-le-feu est obtenu en moins de deux mois ? Qu'un retrait de l'armée russe est obtenu en moins de deux mois ? Qu'il y ait des discussions sur le statut de l'Abkhazie et de l'Ossétie -territoires géorgiens. Mais, enfin, le problème se posait avant le 8 août, puis que cela faisait l'objet de résolutions de l'ONU, que cela s'engage dans la douleur, j'en suis persuadé. Mais ce n'est pas pour cela que l'on doit renoncer et si, en plu, on crée les conditions d'un affrontement Europe- Russie, dans les difficultés dans lesquelles le monde se débat, je me demande vraiment si cela serait bien raisonnable. En tout cas, ce n'est pas la politique que nous avons suivie donc, dans le cadre de ce sommet, on parlera de tout et notamment de la sécurité énergétique.
QUESTION - J'ai deux questions. La première c'est : est-ce que vous pourriez nous éclairer sur cette supervision des grosses institutions financières ? Est-ce qu'il s'agit uniquement des institutions financières européennes ou alors des institutions financières mondiales et dans ce cas-là, comment est-ce que vous faites pour intégrer les Chinois dans cet effort ?
Deuxième question : est-ce que vous envisagez que tout ce que vous faites, tous les efforts que vous faites, puissent ne pas fonctionner ? Est-ce que vous avez un plan B ?
LE PRESIDENT - D'abord, cette supervision que nous voulons avec le Président BARROSO concerne d'abord l'Europe. Parce que si j'observe les difficultés que nous avons eues, il ne s'agit

concerne d'abord l'Europe. Parce que si j'observe les difficultés que nous avons eues, il ne s'agit pas de donner des leçons au monde entier et de ne pas regarder ce qui se passe chez nous. Mais, en même temps, cette supervision n'aurait aucun sens si elle n'était pas mondiale aussi. Et après avoir parlé des paradis fiscaux, je veux parler des hedge funds, de tous ces gens qui ont été bien contents de gagner des fortunes en empruntant à n'importe qui, n'importe comment. On ne va pas recommencer avec cela. On ne va pas repartir pour un tour.
Donc, à l'évidence, cette supervision, cette transparence, il faut qu'elle soit comme nous l'avons fait pour les normes comptables. Que fait-on dans les normes comptables ? On essaye aussi de mettre nos établissements financiers à égalité de concurrence avec ce qui se passe aux Etats-Unis.
On ne peut pas avoir les uns super-surveillés, les autres super-pas surveillés, le tout dans un monde où tout le monde se tient. Cela n'aurait pas de sens.
Vous dites : « et les Chinois ? » Mais il se trouve que la semaine prochaine, avec le Président BARROSO, on est à Pékin. Je suis désolé, ce n'est pas pour faire du tourisme ...Je vois le mauvais esprit qui règne à Bruxelles ! Il y a le sommet, quand même, qui est très important de tous les pays européens et tous les pays asiatiques. Avec, au premier rang, la Chine, bien sûr, qui co-présidera avec l'Europe et, en même temps, l'Inde. Et peut-être que ce sera l'occasion -même sûrement-, de parler du sujet que nous allons évoquer samedi à Washington. Je vous dis les choses. Je suis très heureux parce que j'avais lancé l'idée du sommet en accord avec le Président BARROSO puisque je parlais au nom de l'Europe, à la tribune des Nations Unies à la fin du mois de septembre. J'avais lancé l'idée de ce sommet et dans mon esprit d'ailleurs, il était absolument évident que c'était au minimum un G8. J'aimerais que l'on m'explique comment les Russes pourraient ne pas participer et j'avais eu l'occasion de dire à Evian, il y a quelques jours, au Président MEDVEDEV combien j'étais attentif à ce qu'il participe naturellement. Mais, bien sûr, et je l'avais dit dès le discours au Nations Unies- que la question des grands émergents, Madame... La Chine, la Chine qui est une puissance monétaire, qui est une puissance financière, doit y participer. Mais oserais-je dire que dans mon esprit : et l'Inde ? Et, d'ailleurs, dans la déclaration du G8 qui est sortie il y a quelques heures, on parle d'un sommet qui n'est pas simplement celui du G8.
Il ne nous appartient pas, au Président BARROSO et à moi-même, d'en fixer les délimitations mais j'observe que les choses progressent. On était parti de « pas de sommet », puis d'un G7, puis d'un G8 et là, on est dans le « G8 Plus ».
Est-ce que c'est un G8 qui doit s'arrêter au G13 ? Chiffre qui raisonne bien pour moi parce que j'ai toujours pensé que c'était très important. Certains pensent qu'il faut aller jusqu'à un G20. On en discutera, cela fait l'objet de nos discussions mais il va de soi que cette crise est si importante qu'elle doit concerner toutes les parties du monde, que personne ne doit se sentir exclu de ce que nous sommes en train de refonder, de rebâtir. Mais je le redis : l'Europe présentera une vision commune et une vision ambitieuse. Nous ne voulons pas que cela recommence. Nous voulons que les conséquences soient tirées de ce que nous connaissons. On a déjà assez de mal à trouver la bonne solution pour ramener de la confiance, pour ramener du calme. On est vraiment décidés à aller au bout de cette refondation absolument nécessaire.
QUESTION - Est-ce qu'il y a eu des commentaires autour de la table sur la nervosité des marchés financiers aujourd'hui ? Est-ce que cela veut dire que malgré les mesures de dimanche, il y a du mal à retrouver la confiance ?
LE PRESIDENT - Monsieur BACHY, nous n'allons pas, ni M. BARROSO, ni moi-même, commenter tous les jours le cours de bourse, même si on vous mentirait en vous disant que l'on ne le regarde pas. D'ailleurs, le Président de la BCE a participé à toute notre discussion et nous veillons, le Président de la Commission comme moi-même, à ce que tout ce que l'on fait, on le fasse ensemble. Toutes les institutions, le Président de l'Eurogroupe, le Président de la BCE, on travaille, on pousse ensemble.
Il y a eu des mauvais chiffres qui sont sortis à propos de l'économie américaine et nous savons très bien que le processus que nous avons engagé, c'est un processus extrêmement difficile, qu'il ne suffit pas de claquer dans les doigts pour que tout cela s'arrange. Mais nous pensons que nous

avons mis en place la bonne stratégie. Ce n'est pas l'expression « plan B » que j'utiliserais. Le dernier qui l'a utilisée en France n'est quasiment plus là pour le porter, son plan ? Franchement, on n'a pas vu beaucoup d'idées qui nourrissent le plan B. Si j'avais un plan B à trouver, j'essaierais d'y mettre un peu plus de substance. Je pense vraiment que ce que l'on a fait était absolument nécessaire. Est-ce qu'il faudra le compléter pour l'améliorer encore ? Certainement, Madame, certainement. Mais je crois que l'objectif qui est de permettre aux institutions financières de faire leur métier, de remettre de l'argent dans l'économie pour que les ménages comme les entreprises puissent emprunter, je crois que c'est parfaitement nécessaire. Il faut faire preuve de beaucoup de sang-froid, de beaucoup de persévérance dans la gestion de cette crise qui est incontestablement l'une des plus difficiles que le monde ait connue depuis bien des années.

QUESTION - Monsieur le Président, notre Premier ministre, aujourd'hui, M. BERLUSCONI a dit qu'il était prêt à mettre le veto sur le paquet climat-énergie si ses préoccupations ne sont pas écoutées par le Conseil. Qu'est-ce que vous pourriez faire pour le convaincre de dire oui ?

LE PRESIDENT - D'abord j'apprécie beaucoup l'Italie....et je l'ai prouvé ! Et j'apprécie aussi beaucoup le Président du Conseil italien. Il est intervenu avec des arguments qui étaient très pertinents et qui consistaient à dire : on a déjà le problème des délocalisations, on ne peut pas trop en mettre sur nos industries, il faut faire attention. Il n'y a pas que le problème des pays de l'Est, pardon. Il y a aussi le problème des pays industrialisés. Il a raison de poser les questions en ces termes, et on ne peut pas le lui reprocher. Il est dans son rôle en le faisant. Mais je pense aussi que nous avons une responsabilité historique : les dirigeants européens, face à l'objectif environnemental. On ne peut pas repousser à plus tard. Je suis persuadé qu'avec Silvio BERLUSCONI, on trouvera un bon accord et je peux dire une chose que je pense profondément : ce n'est pas un homme qui bloque les processus £ c'est un homme, qui au début de la discussion, appelle à l'attention sur les convictions qu'il a ou les intérêts qu'il veut défendre, mais c'est un homme que je connais bien et qui, en fin de discussion, a toujours fait prévaloir une dimension européenne et avec qui il a toujours été possible de trouver un compromis.

Je veux le dire parce que c'est vrai. Cela n'a rien à voir avec la politique, non, il a toujours fait en sorte que l'Italie, quand il était aux responsabilités, un facteur d'union. Au début d'une discussion, on a chacun des positions et parfois elles sont un peu vives. Mais, à l'arrivée, je ne doute pas qu'il apportera sa pierre au compromis que l'on va rechercher.Merci à tous.